

Adopter d'urgence le Code des eaux

Dossier de la rédaction de H2o
April 2024

La Tunisie doit adopter d'urgence le Code des eaux et mettre en place un plan national pour faire face à la crise hydrique, tout en évaluant régulièrement, a déclaré Raoudha Gafrej, docteure et experte internationale dans le domaine de la gestion intégrée des ressources en eau et de l'adaptation aux changements climatiques. Dans une interview réalisée au studio TV de l'agence TAP, Raoudha Gafrej a rappelé que la révision de ce code qui régit les ressources en eau, a duré des années (depuis 2008), insistant sur la nécessité de promulguer les textes d'application aussitôt le code adopté, pour favoriser la mise en place des institutions prévues (conseil supérieur de l'eau, instance de régulation...), organiser les interventions des divers acteurs impliqués dans le domaine de l'eau et mobiliser les ressources financières nécessaires pour la réalisation des actions envisagées.

En Tunisie, la part moyenne d'eau par habitant estimée à 430 m³/an, devrait baisser à moins de 350 m³ d'ici 2030, selon les chiffres officiels. Elle est en-dessous du seuil de pénurie absolue en eau, fixé à 500 m³/personne/an. "Les changements climatiques, la mauvaise gouvernance, la surexploitation des ressources et le non respect du cycle de l'eau et des droits des écosystèmes à cette ressource, sont des facteurs qui ont aggravé davantage la situation en Tunisie", a souligné l'experte, appelant à prendre en considération les indicateurs scientifiques et les résultats des études pour mettre en place des stratégies efficaces de gestion de l'eau. Raoudha Gafrej s'est largement attaquée au gaspillage de l'eau qui revêt plusieurs aspects : les pertes sur le réseau de la SONEDE (30 %) et des groupements hydrauliques (65 %), les pertes dues au gaspillage alimentaire, etc. "L'économie de l'eau et son utilisation d'une manière rationnelle est la responsabilité de tous", a lancé l'experte, indiquant qu'il ne s'agit pas d'économiser la ressource en tant que telle mais aussi d'éviter le gaspillage alimentaire, la surconsommation, la pollution des sources d'eau et la mauvaise gestion des déchets.

Meriem Kadhraoui, Tunis Afrique Presse (Tunis) - Africa